

VITALE EUROPE

Cet essai de 130 pages propose en introduction une approche pour lutter efficacement contre la surpopulation de la Planète, contre la misère et la surconsommation.

Puis, il s'interroge : quel pouvoir reste-t-il à nos petites nations dans ce monde globalisé dominé par des hyperpuissances : États, multinationales, GAFA & consorts qui se jouent des frontières, des gouvernements et des lois de nos pays ?

Et fait le constat que seule notre Union peut nous éviter de devenir leurs jouets et sauver notre civilisation millénaire, à condition que cette Union soit repensée profondément.

Pour cette refondation des politiques de l'Union, les thèmes abordés sont, notamment, l'organisation et les moyens de sa sécurité, le combat contre la financiarisation de la société et l'emprise maléfique de la finance, la lutte contre les nouveaux pouvoirs...

Et la reconquête de ses opinions publiques en effaçant les errements du passé et en mettant en œuvre des actions pertinentes et sécurisantes, appuyées par une large communication dans chaque pays membre, afin de montrer à quel point cette Union peut être bénéfique et nécessaire.

C'est alors que nous l'aimerons !

L'essai se conclut par la présentation en annexe d'un « **Régime Universel de Retraite** » qui devrait être appliqué par tous les pays de l'Union en raison de l'itinérance de plus en plus de carrières.

SOMMAIRE

- * Préambule
- * La Planète :
 - Populations
 - Décroissance ?
- * L'Europe :
 - Paix
 - Sécurité
 - Finance vs Croissance
 - Pouvoirs
 - Nouvelle Europe
- * Conclusion
- * Annexe : Retraite Universelle

CONCLUSION

La nouvelle Commission européenne doit totalement changer de politique, de comportement, de « logiciens », afin de donner des raisons et l'envie aux peuples européens d'aimer cette Union, improbable mais qu'il faut absolument préserver et développer pour que chacun s'y attache et éviter ainsi que se reproduisent les drames du passé.

Elle doit cesser de s'occuper des « cuisines internes » de ses membres pour se consacrer aux grandes questions qui concernent notre avenir.

La gouvernance de l'Union doit principalement s'occuper de toutes les questions qui dépassent les pouvoirs réels de ses membres. Nous sommes dans un monde mondialisé, dominé par des États hyperpuissants et par des ploutocraties qui ne connaissent que ce qu'ils croient être leur intérêt propre... à court terme ! Il faut prendre conscience que le monde est devenu une jungle et que notre Union doit faire tout son possible pour nous protéger et pour y rétablir des contre-pouvoirs.

Quelques idées, pas toujours très conventionnelles, ont été présentées dans cet essai. Il faudrait les compléter en organisant des séances de brainstorming avec des personnes de différentes compétences qui ne soient pas impliquées dans les différents cercles politiques, économiques, administratifs, afin qu'elles aient un esprit totalement libre et ouvert.

Car les solutions pour faire aimer l'Union européenne par les peuples qui la composent sont à l'image de celles qui résolvent le problème du « Carré » présenté dans le Préambule.

« Carré » : Neuf points sont inscrits dans un carré. Ils doivent être reliés par quatre segments de droite sans lever la pointe du crayon. Une solution est en fin du livre.

o o o
o o o
o o o

Et qu'il me soit permis de rappeler ici les deux citations qui concluent le Préambule :

- Albert Einstein : « **On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré** ».

- Henri Bergson : « **L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire** ».

EUROPE MILITAIRE & SPATIALE

IMPASSE ACTUELLE

Depuis des dizaines d'années, la création d'une armée européenne est évoquée. En vain.

Beaucoup de pays ne veulent pas en entendre parler, d'autant plus qu'aller au combat implique des morts et des blessés, ce que nombre de gouvernements et leurs opinions publiques redoutent plus que tout. Ils préfèrent jouer les adolescents attardés en s'en remettant à la protection américaine, alors même que les États-Unis se sentent de moins en moins concernés par la défense, à la charge de leurs contribuables, d'une puissance rivale, bien qu'historiquement amie. Et ceci vaut pour tous leurs Présidents depuis la fin de la Guerre Froide. À juste titre.

En effet, il est parfaitement inconcevable que la première puissance économique mondiale s'en remette à la seconde, bientôt la troisième, pour assurer sa défense en cas de conflit. Et que nos armements soient tributaires du bon vouloir de notre protecteur qui nous voit comme un débouché pour ses armes avec de moins en moins de contreparties.

CONTRAINTES MILITAIRES

Les interventions militaires impliquent que les décisions soient prises très rapidement et restent secrètes jusqu'au dernier moment. Ceci est possible en France, mais ne le serait pas s'il fallait l'accord de tous les partenaires, la plupart devant passer par leur Parlement. En effet, à partir du moment où

les responsables des opérations doivent réagir très vite, les gouvernements doivent décider encore plus vite et dans le plus grand secret.

Par ailleurs, peut-on croire à la pertinence d'une armée qui serait composée de vingt-sept (ou vingt-huit) nationalités impliquant presque autant de langues, et qui, pour des raisons historiques et géographiques, ont leurs propres sensibilités au regard des zones de conflits, présentes ou potentielles, qui sont et resteront nombreuses et vastes.

Aussi est-il totalement irréaliste, illusoire, d'envisager une défense de l'Europe et des interventions à l'extérieur avec vingt-sept ou vingt-huit petites armées, non-combattantes pour la plupart d'entre elles. Pour être efficace, une armée doit être bien équipée et aguerrie par des opérations militaires réelles récurrentes. Les guerres modernes, même si elles sont asymétriques ne s'apprennent pas dans des manuels d'histoire, ni dans des casernes, mais sur le terrain au cœur des zones de conflits. Il faut donc concentrer l'essentiel des moyens et des efforts sur les armées des quelques pays qui sont prêts à aller combattre là où ce sera nécessaire pour la sécurité de l'Europe, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires.

COMMISSAIRE EUROPÉEN À LA DÉFENSE, AU SPATIAL, AU RENSEIGNEMENT

Aujourd'hui, la France est la seule à combattre sur plusieurs fronts, par obligation pour sa sécurité et pour celle de l'Union européenne. Malheureusement, ses moyens financiers sont limités, outre le fait qu'il n'y a aucune raison pour qu'elle prenne seule en charge financièrement et humainement une protection collective.

Je pense qu'il serait beaucoup plus efficace et juste que la Commission européenne finance une partie des dépenses des armées qui interviennent, ou qui seraient prêtes à intervenir. Pour ce faire, ne pourrait-on pas décider que chaque pays verse à l'Union une contribution de 1 % de son PIB (taux à fixer) au titre des dépenses militaires de l'Union, sommes que la Commission redistribuerait aux quelques pays qui auraient une armée susceptible d'intervenir en opérations extérieures. Et qui serviraient à financer les recherches et développements dans les domaines militaires, spatiaux, de cyberdéfense et du renseignement. Ceci impliquerait qu'il y ait - enfin - un **Commissaire européen à la Défense, au Spatial, au Renseignement**. Il serait en liaison étroite avec ses homologues des pays de l'Union et, en tout premier lieu, avec ceux des pays aux avant-postes qui formeraient le **Noyau dur de la Force de Frappe** de l'Europe. Il serait aussi en liaison avec tous les services de renseignement, et avec l'OTAN.

Ces armées combattantes devraient être complémentaires les unes aux autres, c'est-à-dire en partie équipées et formées pour des types différents d'interventions.

Pour ce qui concerne la France, elle aurait tout à gagner à développer un de ses domaines de prédilection, outre le fait que c'est une nécessité compte tenu de l'état du monde qui nous entoure sur les flancs sud, est et nord, avec le réchauffement climatique qui fait fondre la calotte glaciaire.

Autre mission fondamentale à confier au Commissaire à la Défense : coordonner et présider au développement d'une industrie européenne de l'armement, et veiller au choix des armes par les pays de l'Union. Il est en effet urgent d'arrêter le grand n'importe quoi actuel où chacun développe ses propres armes ou achète celles des Américains, ce qui est un gâchis économique et une aberration si l'on veut que les armées puissent combattre ensemble.

Le défilé du 14 juillet 2019 à Paris a montré combien il était nécessaire de repenser les conflits, devenus asymétriques, et de faire appel pour cela aux toutes dernières technologies et d'imaginer les suivantes avant les ennemis potentiels. D'où l'absolue nécessité de développer les Études et Recherches dans tous les domaines de pointe.

Le gâchis économique concerne aussi, peut-être surtout, l'absence de retombées importantes à l'exportation comme l'indique le livre du Général Vincent Desportes, « La dernière bataille de France », Gallimard 2015, qui fait une analyse extrêmement préoccupante de l'état de nos armées en raison des réductions systématiques de leurs budgets d'équipement et de fonctionnement alors que, dans le même temps, nous leur confions de plus en plus de missions et attendons de plus en plus d'elles. La raison est simple : il faut ménager les « mammoths syndiqués », alors que la « grande muette » subit, sans broncher, les restrictions budgétaires. Cette politique irresponsable et lâche a de lourdes conséquences. Lui sont imputables une partie des morts et des traumatismes à vie de nos soldats, les missions prématurément interrompues, jusqu'au moment où nos armées ne pourront plus être opérationnelles, comme c'est devenu le cas des armées britanniques. Heureusement, depuis ce livre, des sommes importantes ont été attribuées aux Armées et à leurs recherches.

Outre cet aspect lanceur d'alerte, Vincent Desportes y fait aussi une analyse qui m'a semblé pertinente sur l'ensemble des composantes de notre défense et sur les bénéfices qui résulteraient pour notre économie, grâce aux exportations, de mieux nous équiper en matériels français modernes et performants. Dans le domaine militaire, nous ne pouvons exporter significativement que les matériels qui équipent nos armées. Valorisons donc nos savoir-faire, ce qui sera bénéfique pour la crédibilité de notre défense, ainsi que pour les emplois et les finances des pays impliqués.

Toutes ces questions militaires, stratégiques et industrielles, impliquent une très étroite coordination que devrait mener le Commissaire à la Défense qui réunirait aussi souvent que nécessaire ou souhaitable les Ministres de la Défense des pays en première ligne afin de préparer les décisions qui devraient être prises ensuite au plus haut niveau de l'instance européenne compétente (Chefs des États membres). Sauf en cas de conflit où les décisions devront être prises par les responsables des États impliqués en étroite coordination avec le Commissaire européen à la Défense et le Président de la Commission dans un « Conseil de guerre », en réunion ou téléconférence afin de prendre les décisions rendues nécessaires par le conflit en gestation ou en cours. En espérant qu'il ne s'agisse que de conflits hors de l'Union. Dans le cas contraire, tous les pays seraient impliqués.

Pendant la période transitoire au cours de laquelle l'Europe de la Défense s'organiserait, se renforcerait, se structurerait, elle devrait prendre de plus en plus de pouvoir au sein de l'OTAN, jusqu'à ce que sa participation devenant l'égale de celle des Américains, s'instaure une Direction bicéphale, l'Amérique du Nord (États-Unis/Canada) ayant prépondérance à l'ouest d'une ligne située entre les méridiens 10 et 20, et l'Europe à l'est de cette ligne.

NOUVEAUX DEFIS

L'impensable : le « *Brexit* », l'élection de Donald Trump, de Matteo Salvini, de Jair Bolsonaro, étant devenu réalité, il n'est plus possible de tergiverser.

Notre sécurité militaire – et économique – ne peut plus dépendre du bon vouloir des États-Unis et de petites armées cantonnées à leurs casernes. L'Europe doit prendre en charge de toute urgence sa défense afin de la porter à un niveau opérationnel en rapport avec sa puissance économique.

Elle doit aussi assurer son indépendance dans toutes les technologies de pointe, sinon la plupart de ses équipements les plus performants seront tributaires du bon vouloir des pays fournisseurs des composants sensibles.

Ce qui est devenu une évidence avec l'actuel Président des États-Unis (Donald Trump) et que l'on pressentait déjà avec son prédécesseur (Barack Obama), c'est que l'Europe devait assurer sa propre défense et arrêter de s'en remettre au « parapluie américain », de plus en plus hypothétique, Américains dont les priorités stratégiques ont quitté l'Europe pour l'Asie.

Par ailleurs, c'est à l'Europe, maintenant, en liaison avec l'OTAN, de gérer les relations avec la Russie et non aux États-Unis, qui ont commis bien des erreurs depuis une vingtaine d'années dont nos pays subissent les conséquences.

Les secteurs du numérique, du militaire, du spatial, du médical, de l'écologie, notamment, sont fondamentaux pour le maintien au meilleur niveau de l'économie de nos pays en raison des recherches et développements qu'ils nécessitent. Sans volonté ni ambitions dans ces domaines, c'est se condamner au déclin et se soumettre aux États-Unis, à la Chine et bientôt à l'Inde ! L'Europe ne peut s'y résoudre et doit l'éviter à tout prix.

Se pose aussi la question de l'arme atomique, d'autant plus indispensable à une grande puissance que de plus en plus de pays de moindre importance en disposent, ou en disposeront. Après le *Brexit*, seule la France détient cette arme, arme dissuasive par excellence à condition de ne pas dire d'entrée de jeu que nous ne l'utiliserons pas, comme le fit une fois François Mitterrand.

Dans la situation européenne actuelle, l'arme atomique ne peut que rester sous maîtrise française.

Quand l'Europe aura construit sa défense comme évoqué, la question pourra alors avoir une réponse plus communautaire, mais pas avant.

HUMEUR

Après des siècles de conquêtes et de dominations, l'Occident, l'Europe, les pays européens, doivent prendre conscience que nous perdons la maîtrise du monde au profit de la Chine et des pays asiatiques.

Si les États-Unis font encore illusion, l'Europe doit réagir très vite et vigoureusement si elle ne veut pas sortir du jeu et devenir un continent sous dominations, colonisé !

Si nos dirigeants continuent à regarder passer les trains et les bateaux des « nouvelles routes de la soie », sans réagir tous ensemble, notre Europe sera rapidement sous la coupe des puissances émergentes.

Il en sera alors fini de la civilisation occidentale qui rejoindra dans les livres d'histoire les autres grandes civilisations disparues, égyptienne, grecque, romaine...

La Vieille Europe va-t-elle continuer longtemps à se laisser dériver au gré des événements mondiaux, des crises intérieures et extérieures, du bon vouloir des uns et des autres... ?

C'est désespérant ! Quand parlerons-nous, enfin, de la « **Nouvelle Europe** », ou des « **États Réunis d'Europe** » ?

Comment s'étonner dans ces conditions du désamour de plus en plus grand des peuples européens pour ce fantastique projet, aujourd'hui en déshérence en raison de l'irresponsabilité, de l'égoïsme, de l'aveuglement de la plupart de ses dirigeants ?

Dois-je rappeler qu'en soixante-quinze ans (1870-1945) nous avons connu trois guerres, dont deux effroyables, et qu'en soixante-quatorze ans (1945-2019) nous avons vécu en **PAIX** ?

Alors, préservons et développons notre bien le plus précieux qui a fait l'admiration du monde entier et avait fait naître bien des espoirs parmi des peuples qui aspiraient à suivre notre exemple !

Décembre 2019